

LE JOURNAL PROVENCAL

Journal Quotidien d'Union Nationale

N° 13.896 - QUARANTIÈME ANNÉE - LUNDI 22 FÉVRIER 1915

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

75, Rue de la Darse, 75 - Marseille

ABONNEMENTS

Marseille, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, Gard et Basses-Alpes...
Autres départements et l'Algérie...
Étranger (Union postale)...

ANNONCES

Annonces Anglaises, la ligne : 1 fr. - Réclames : 1.75 - Faits divers : 3 fr.
Après Chronique Locale, la ligne : 5 fr. - Chronique Locale : 10 fr.
Les insertions sont exclusivement reçues
A Marseille : Chez M. G. Allard, 31, rue Pavillon, et dans nos bureaux
A Paris : A l'Agence Havas, 8, place de la Bourse, pour la publicité extra-régionale

Les responsabilités de la guerre

Les journaux viennent de publier le texte des lettres échangées les 31 juillet et 1er août entre M. Poincaré et le roi George V, deux documents qui apportent deux preuves nouvelles de cette vérité criante : à savoir que la guerre n'a pas été voulue par nous, mais par nos ennemis. Encore que cette vérité soit établie depuis le premier jour d'une façon indéniable et que, ainsi que nous le répétons encore ici-même avant-hier à propos de la déclaration de M. Viviani, toute nouvelle démonstration paraît superflue, il n'est pas inutile de livrer au public toutes les pièces officielles se rapportant à cette grave question des origines de la guerre. Il n'est pas, en effet, de meilleure réponse à faire aux multiples efforts déployés par la chancellerie allemande compte pouvoir dupier la bonne foi des neutres en Europe et en Amérique.

Les lettres qui sont livrées à la publicité n'étaient pas connues dans leur texte, mais on n'en ignorait pas l'existence. La table des matières de notre Livre jaune note en effet, à la date du 31 juillet 1914, et sous la rubrique Londres, que « la lettre autographe que M. le Président de la République a adressée au roi d'Angleterre a été remise à celui-ci ».

Il suffit de lire ces deux documents pour se rendre compte que, dans les jours qui ont précédé la déclaration de guerre, les gouvernements et les chefs d'Etat anglais et français, loin de préparer la guerre, envisageaient toutes les solutions susceptibles d'assurer le maintien de la paix. M. Poincaré demandait que l'Angleterre fit connaître qu'elle interviendrait dans le conflit où la France serait engagée, dans l'espérance que l'annonce de cette intervention empêcherait l'Allemagne de troubler la paix. Et l'Angleterre, de son côté, voulait si peu déclencher un conflit que, ne se décidant pas encore à fixer définitivement quelle serait son attitude en cas de guerre, elle ne voulait envisager que la communauté des efforts tentés par les deux nations amies en faveur de la paix.

Tandis que le cabinet de Berlin, traitant celui de Vienne à sa remorque, disposait tout pour rendre la guerre inévitable et prenait déjà toutes les mesures militaires en vue de l'ouverture des hostilités, Paris et Londres s'obstinaient malgré tout à ne pas désespérer de la paix. Les hésitations mêmes dont nous avons trouvé la trace dans la déclaration de sir E. Grey à M. Paul Cambon et dont nous retrouvons la trace encore aujourd'hui dans la lettre du roi George, ces hésitations mêmes attestent-elles pas de la façon la plus éloquentement la bonne foi des deux pays ? Il est trop évident en effet que, si ces deux pays avaient voulu déclencher la guerre, comme l'Allemagne a eu le front de le prétendre, ils n'en auraient pas été à se demander le 31 juillet et le 1er août, c'est-à-dire à l'heure même où le conflit allait se trouver déclaré, quelle serait exactement l'attitude de l'un à l'égard de l'autre.

Cette bonne foi est d'ailleurs attestée par maintes autres preuves déjà connues, et en particulier par la suprême tentative de conciliation essayée par l'Angleterre et la France, tentative à laquelle la Russie accepta de se prêter et qui consistait, on le sait, à soumettre le différend austro-serbe à la médiation des grandes puissances. On sait aussi comment la diplomatie allemande fit brutalement échouer ce dernier effort de conciliation en lançant la provocation de son double ultimatum à Pétersbourg et à Paris. Désormais, aucune sorte d'arrangement n'était plus possible : l'Allemagne avait enfin « sa » guerre.

C'est elle qui, avec la complicité de l'Autriche-Hongrie, porte toutes les responsabilités de l'horrible conflagration monstrueusement déclenchée à travers l'Europe, et si, comme nous en avons la ferme conviction, la justice immanente n'est pas un vain mot, c'est elle et sa complice qui en payeront tous les frais.

CAMILLE FERDY.

La Kultur alimentaire

Qui donc disait que l'Allemagne était à bout de ressources ? Elle vient de mobiliser de nouvelles batteries. Ce sont, il est vrai, des batteries de cuisine, mais il ne faut pas les méconnaître, car elles ont déjà tué le feu. Le Berliner Tageblatt nous entretient avec orgueil de cette dernière formation, qu'il baptise du nom de « cuisine de guerre ». La casserole devient ainsi chez nos ennemis la sixième arme. Le grand Q. G. teuton la rattache vraisemblablement au service de l'espionnage.

Mais délassons la cuisine de guerre : c'est, nous apprend le journal berlinois, « l'art de pourvoir à l'alimentation rationnelle des familles avec des moyens limités ». En France, nous appelons cela moins pompeusement l'art d'accommoder les restes. Ce vocable, il est vrai, est inconnu en Allemagne.

Nous savions déjà que nos ennemis souffraient dans leur amour-propre. Nous apprenons sans peine qu'ils souffrent aussi dans leur estomac. On ferme les marchés, et on les remplace par des conférences. On réunit les femmes, on les catéchise. On leur apprend ainsi à se nourrir de mots. A Berlin ont été tenus des meetings de Femmes, et des

orateurs déserts leur ont enseigné les moyens de confectionner une choucroute sans échalote sans jambon. Maigre plaisance, à laquelle Gretchen perdrait son aimable équilibre. Mais parler cuisine n'est-ce pas cultiver l'idéal qui convient le mieux au peuple allemand ? En tout cas, il n'est plus question d'autre chose en Allemagne. Au bruit du sabre ont succédé les bruits de vaisselle ; la marmite-étuve, très appréciée à Francfort, le pays des saucisses, remplace la marmite de fer. A Stuttgart fonctionne un modèle de cuisine de guerre, où les maritimes d'outre-Rhin vont se faire la main. C'est ainsi que les serviteurs du kaiser tiennent le partiisme des toutes en haleine. Tout un peuple avide autour d'une marmite creuse attend la dernière invention de la Kultur maréchale.

La conquête promise finit dans le pain K. K. La bière elle-même, orgueil de l'empire, vient d'être, par les soins du Conseil fédéral allié de mai et d'août. Comment s'appelle-t-elle ?

Pauvres Teutons ! Cuisine de guerre, pain de guerre, bière de guerre, confiture de guerre ; tout cela ce n'est que pour un peuple qui manifestait tant d'appétit.

PROPOS DE GUERRE

Le gendarme des nations

Lorsque une bagarre éclate quelque part, les adversaires se « cognent » pendant un certain temps, mais il arrive toujours un moment, lequel se fait souvent attendre, où le public interviennent qui sépare les antagonistes et rétablit l'ordre. On s'en va devant le commissaire, et le provocateur, le fauteur de désordre est puni.

Encore que la justice humaine soit écolopée, il y a quelques chances pour que celui qui s'est mis dans son tort repoussé le juste châtiement de sa faute. C'est la sécurité des citoyens que l'existence d'une force supérieure qui, sous les espèces d'un sergent de ville ou d'un juge, finit par mettre le holà.

S'il s'agit des nations cela ne se passe pas du tout ainsi. Une d'elles peut tomber à bras raccourcis sur son ou ses voisins, les agressés n'ont d'autre recours que dans leur propre force et le droit, nous l'avons vu, somme dans l'éventuelle.

Ce qui manque c'est une police des nations, une police qui serait composée des pays qui veulent rester dans la légalité, des puissances « honnêtes » qui considèrent les engagements et les traités autrement que comme des chiffons de papier.

Un journal espagnol, El País, qui est une des rares feuilles de la péninsule qui soient de bonne foi à l'heure présente, exprime parfaitement cette pensée. « S'il existait, dit-il, une police des nations comme il y en a une pour les assassins et les voleurs, les puissances pacifiques pourraient obliger par la force, au nom de l'humanité, les bellégants à faire la paix ».

Une police des nations, quel beau rêve ! Un gendarme assez grand, assez fort, assez puissant, pour que l'apparition de son baïonnette fit respecter les lois humaines et rentrer dans leurs repaires les bandits qui méditent de déjouer leur prochain, la magnifique utopie ! Notre confrère espagnol ose croire à la réalisation de ce beau rêve :

« La création de cette police, dit-il, sera la conséquence de la guerre brutale qui a lieu à présent. Ce sera peut-être là le bénéfice que l'humanité recueillera après tant de souffrances et de sacrifices. Mais on n'obtiendra rien dans ce sens tant que les pays neutres se borneront à des protestations isolées et timides, et n'adopteront pas l'attitude énergique qui convient à d'honnêtes gens défendant leur droit à la vie contre les attentats des individus puissants et des gouvernements fous, dignes de la camisole de force ».

Les gouvernements fous, dignes de la camisole de force, ce ne sont évidemment pas la France, ni la Belgique, ni l'Angleterre, ni la Serbie agressée, encore moins la Belgique, cette victime expiatoire. C'est donc l'Allemagne et sa complice l'Autriche-Hongrie. Si tous les pays neutres, dont l'opinion est faite depuis longtemps sur les responsabilités de cette guerre, s'étaient rangés aussitôt du côté des agressés pour mettre le forcené au cabanon, celui-ci n'eût pas eu le temps d'accomplir ses odieux forfaits.

Mais, en attendant ce gendarme justicier, il faut sortir son revolver et se défendre. C'est ce que nous faisons.

ANDRÉ NEGIS.

A qui Constantinople ?

A LA BELGIQUE !

M. Jean Finot continue, dans la Revue, son étude sur la Grande Croisade des Cistiviens. Il y prévoit que l'intervention probable de la Roumanie amènera la libération de toutes les provinces hongroises peuplées par des Roumains et les diverses autres conséquences du futur démantèlement de l'Autriche-Hongrie. Il envisage ensuite le rôle que la Turquie et propose l'attribution de Constantinople aux Belges comme récompense méritée :

Des historiens et des hommes politiques français, comme Michelet, Louis Blanc, Quinet, Gambetta, écrit M. Jean Finot, y ont considéré l'établissement d'une confédération balkanique avec Constantinople comme capitale. Cette idée fut également partagée par Mazini et Crispi. L'expérience de ces dernières années permet de l'enterrer gaiement. La seconde guerre des Balkans et l'hostilité inextinguible, qui sépare et séparera, encore pendant longtemps, les pays des Balkans, ren-

dent ce genre de condominium aussi dangereux qu'indésirable. Mais, comme, d'autre part, aucun des grands alliés ne devrait s'attribuer Constantinople au risque de mécontenter ses autres frères d'armes, une solution paraît s'imposer. Juste et facilement réalisable, celle-ci rétribuera les suffrages de tous les peuples civilisés.

La France et l'Europe ne sauront jamais acquiescer leur dette de reconnaissance à l'égard de la Belgique et du roi Albert. Tout ce qu'on pourra faire dans l'avenir pour ce peuple de héros et de martyrs, comme nous l'avons démontré précédemment, n'aura rien de grand en regard de leurs services rendus à l'humanité. Et l'une de ces récompenses paraît toute trouvée. Constantinople, ville libre, devrait être attribuée aux Belges et placée sous la protection du monde civilisé.

Nous avons souligné dans la première partie de cette étude, en parlant de la Belgique, combien le problème de Constantinople se trouve simplifié si l'on se décide à attribuer cette ville au grand petit peuple. On préconise, il est vrai, pour la capitale turque, le projet « d'internationalisation », qui a réussi à Tanger ; mais on oublie l'importance respectueuse de ces deux villes. On oublie la façon dont fonctionne la Commission mixte du Danube pendant cette guerre démontre le mieux que le « condominium » ne donne pas souvent les résultats qu'on en attend.

L'Arabie a toutes les chances de devenir autonome. La Syrie devenant une province française et la Mésopotamie une province anglaise, pourra redevenir riche et heureux. Les musulmans qui s'y trouvent, ces prétendus maîtres qui n'étaient, en réalité, que des serviteurs toujours trompés et exploités, auront à se louer de leur sort. Les chrétiens et les juifs s'en réjouiront au même titre.

L'ancien bercail de la civilisation humaine, persécuté et ensanglanté pendant tant de siècles, sera enfin riche et heureux. Les musulmans qui s'y trouvent, ces prétendus maîtres qui n'étaient, en réalité, que des serviteurs toujours trompés et exploités, auront à se louer de leur sort. Les chrétiens et les juifs s'en réjouiront au même titre.

L'ancien bercail de la civilisation humaine, persécuté et ensanglanté pendant tant de siècles, sera enfin riche et heureux. Les musulmans qui s'y trouvent, ces prétendus maîtres qui n'étaient, en réalité, que des serviteurs toujours trompés et exploités, auront à se louer de leur sort. Les chrétiens et les juifs s'en réjouiront au même titre.

Le libre passage du Bosphore et des Dardanelles aux navires de commerce, la Grèce ayant été récompensée du côté des îles et peut-être même du côté d'Andrinople et de Thessalonique, sera un grand bienfait. Les agissements criminels, il ne restera à régler que le partage de la Turquie d'Asie proprement dite.

La prise de Perthes-les-Hurlus racontée par un témoin

Le communiqué officiel sur les principaux faits de guerre qui se sont déroulés durant ces dix derniers jours souligne la continuation de nos succès dans le région de Perthes-les-Hurlus. Nous apprécions la valeur et l'importance de nos succès devant reproduire la lettre suivante, publiée par le Tribunal de Genève, qui nous fait connaître les faits de guerre qui se sont déroulés dans ce secteur :

« Je reviens des tranchées au-dessus de Perthes-les-Hurlus ; nous dominons ce village et sommes dans les bois. Nos tranchées sont bien creusées ; mon logement se compose d'une cave souterraine où l'on arrive par quatre marches creusées dans la craie. Une cheminée à air pratiquée et je peux faire un peu de feu avec du charbon de bois pour éviter que l'ennemi ne s'aperçoive de nos tranchées. Les fusils sont dans les creux, comme dans les vieilles tours des châteaux forts d'autrefois. Les cartouches, en quantité énorme, sont dans les sacs. Les mitrailleuses, les canons-revolvers crachent par intermittence. Les coups augmentent ; notre 75 fait rage. Au poste de commandement, nos officiers arrivent et repartent avec précipitation. Les téléphonistes fonctionnent sans arrêt. Nous allons assister à la prise du village de Perthes-les-Hurlus. Quel beau spectacle ! Je suis sûr que nous aurons bientôt le succès continu, des éclatements successifs. On voit le feu, puis une fumée noire intense. Tout vole en éclats. Les branches craquent, les arbres sont arrachés. Les réseaux, les fils de fer tombent comme des châteaux de cartes. Une grêle de balles succède ensuite. Les mitrailleuses — que nous appelons les moulins à café — continuent en sens.

Nos batteries s'arrêtent. Une de nos sections s'avance vers la lièze du bois. Quel beau spectacle ! Nos hommes s'élancent, gagnent le canon. Le canon sonne. Nos coups s'arrêtent de battre. Quelle angouisse ! Combien de soldats vont tomber dans cet assaut !

Heureusement, pas une balle ne siffle. La fumée se dissipe. Nous voyons des Boches pendus sur les fils de fer, d'autres au bord des tranchées.

Nos soldats abordent le bois. Un soldat plante notre drapeau sur la crête. Hourrah ! Vive la France ! Ni le clairon, ni la charge, n'étaient nécessaires. Des sections entières sont là, cubitées, fanées. Beaucoup de soldats sont affreusement mutilés. D'autres sont restés figés où la mort les a surpris, un genou en terre, le Mauseur à l'épaule ; ils ont succombé à une rupture foudroyante d'artériosclérose (comme mon pauvre sergent D... de Lyon, de la 9^e compagnie de mon régiment). Le spectacle est effrayant, et c'est nous qui serons chargés d'ensevelir tous ces corps et de transporter les blessés.

On demande dix volontaires par section pour fouiller le village. Nombreux prisonniers. Un homme seul du 88 en fait douze dans une rive. Cela paraît extraordinaire et pourtant c'est la vérité. On les emmène, les bras en l'air, par petits paquets, à Perthes sur le front.

Qu'on dise de plus, mon cher monsieur, sinon que l'on est surpris de la façon avec laquelle on s'habituait au danger. On entend les sifflements des balles sur les fils de fer, on dirait que l'on brosse la corde d'un violon. Les 75 font un bruit sec étourdissant. Les marmites boches produisent un sifflement très vite connu ; il n'y a qu'à se coucher ; l'éclatement de la marmite est tout terrible. Le 77 allemand n'est pas méchant ; 50 % de leurs obus n'éclatent pas. On les appelle des « crapouillots ». Leurs canons-revolvers sont plus impressionnants, car on n'entend pas venir le petit obus.

J'ai assisté, depuis, à de multiples combats, tous à notre avantage, car nous avons pris l'initiative. Malheureusement, la boue est effrayante, les tranchées sont pleines d'eau, les hommes et les chevaux sont très fatigués, ce qui nuit énormément à notre avance. Point de paille dans les tranchées.

Nous vivons de conserves. La soupe arrive froide ; souvent on ne peut la réchauffer. On endure parfois la soif, ce qui est très dur. On active le feu en faisant des soufflets avec des fourreaux de balonnets. Pour obtenir de la lumière, on met de la graisse dans des boîtes en fer-blanc, une corde servant de manche. C'est la vraie vie des cavernes, telle qu'elle se présente dans les tranchées. Le plafond laissant passer l'eau, on y place des toiles de tente ou un caoutchouc. Il n'y a pas de paille et l'on dort sur la dure. Quelle vie !

Nos hommes sont superbes ; je les admire, car ils attendent tous avec un froid courage, une patience inlassable, la fin de cette guerre, nous attendons que le ralentissement et nous attendons que les beaux jours pour pousser jusqu'à V... car, après Somme Py, il y a la plaine et là, le 75 fera merveille. Notre artillerie prend une prépondérance marquée sur celle de l'ennemi. Il y a du bon, mais ce sera long !

L'épargne française et la Défense Nationale

Une création d'obligations nouvelles

Le Journal officiel vient de promulguer le loi du 10 février portant la limite d'émission des Bons du Trésor à 3.500 millions et autorisant la création d'obligations dont l'échéance ne pourra pas dépasser 1925.

Bons de la Défense nationale, Obligations de la Défense nationale, ces deux types de titres sont exempts d'impôts. Ils méritent le plus grand succès de l'épargne.

La différence entre les Bons et les Obligations est que les Bons sont des effets à court terme d'un mois à un an d'échéance portant intérêt. Les Obligations sont remboursables au pair, sans aucune retenue, à partir de la sixième année et, au plus tard, à la fin de la dixième année. Elles sont munies de coupons semestriels.

Les Bons de la Défense nationale ont satisfait et satisfont aux goûts, aux préférences de l'épargne qui cherche des placements à court terme ; mais des capitalistes, aisés, riches, ayant des ressources et des disponibilités importantes recherchent aussi des placements à long terme, offrant toute sécurité, dont ils n'auront plus à s'occuper eux-mêmes, mais qui leur permettent d'encaisser les intérêts. D'autres encore possèdent des capitaux dont ils n'auront besoin que dans plusieurs années, mais ils ne veulent pas employer qu'autant que leur placement présente une sécurité absolue et que le capital reste intact.

Les uns et les autres désirent éviter le souci de chercher, chaque semestre, ou chaque année, un placement sûr, sûr, sûr, pour leurs capitaux. Ils ne veulent pas davantage être « dérangés dans leurs placements » par une « version, un remboursement anticipé. C'est pour cela que les Obligations de la Défense nationale ont été créées.

Elles seront placées, comme les Bons de la Défense, dans les premières émissions ont obtenu un succès remarquable. Elles seront délivrées aux guichets du Trésor, de ses agents comptables, des trésoriers généraux, des receveurs des finances, des receveurs des postes, des caisses de la Banque de France, à Paris et en province.

Elles seront soit au porteur, soit à ordre, avec la faculté de transmission par endorsement. Émises à 96 fr. 50, elles rapporteront plus de 3 fr. 17 % net.

Munies de coupons semestriels et émises à 96 fr. 50, à 3 fr. 50 au-dessus du pair, elles bénéficieront d'une prime au remboursement de 3 fr.

Un coupon semestriel sera payé immédiatement contre la délivrance de l'Obligation, la déduction de son paiement. Une Obligation de la Défense de 100 francs, par exemple, placée à 96 fr. 50, rapportera 5 francs net d'impôts ou retenue, c'est-à-dire seulement 94 fr.

D'autre part, le Trésor continue à délivrer des Bons de la Défense nationale à trois mois, six mois, un an d'échéance. Ceux qui en possèdent peuvent d'ailleurs, sans attendre l'échéance fixée, les échanger contre des Obligations de la Défense. Il leur suffira de présenter leurs Bons de la Défense nationale à l'échéance de trois mois, six mois, un an, aux guichets qui ont reçu leurs souscriptions et des Obligations conformément au barème qui a été établi. Déjà le taux d'intérêt des Bons à trois mois d'échéance a été abaissé à 4 1/2 % et ce même abaissement peut se produire pour ceux à échéance de six mois ou un an.

Enfin, les porteurs de ces titres pourront échanger leurs obligations contre ceux des emprunts qui pourront être émis, jusqu'au 1^{er} janvier 1915, au prix d'émission de 96.50 %, augmenté de la portion de la prime au remboursement qui sera acquise au moment de l'échéance et sans déduction des intérêts déjà payés pour la période non écoulée du semestre en cours. Bons et Obligations ont le même débiteur et les mêmes garanties : l'Etat.

LA GUERRE

Le recul allemand s'accroît dans le Nord

Sur le reste du front, nous repoussons toutes les attaques ennemies

Paris, 21 Février.

La Société des Médailles militaires a envoyé le télégramme suivant au maréchal French :

« Monsieur le maréchal French, Quartier général anglais. « La Société Nationale des Médailles militaires adresse au maréchal French ses félicitations les plus chaleureuses. C'est un grand honneur, pour nous tous, que de voir conférer la Médaille militaire à l'émient chef de nos vaillants alliés. »

Communiqué officiel

Paris, 21 Février.

Le gouvernement fait, à 15 heures, le communiqué officiel suivant :

En Belgique, quelques actions d'infanterie.

Dans le secteur d'Ypres, nous avons repris un élément de tranchée que l'ennemi avait occupé un moment. Il se confirme que les Allemands ont laissé sur le terrain plusieurs centaines d'hommes. Nos pertes sont peu élevées.

En Champagne, tous nos gains ont été maintenus. Deux contre-attaques ennemies, à la fin de la journée d'hier, ont échoué.

Dans les Vosges, nous avons repoussé trois attaques, une sur la rive nord de la Fecht, deux sur la rive sud. Nous avons ensuite contre-attaqué. Le combat continue.

Le bombardement des Dardanelles

Deux forts de la côte asiatique détruits

Athènes, 21 Février.

Le bombardement se poursuit pendant trois heures sur les forts Orhanie et Kumkale, situés sur la côte asiatique. Les forts furent détruits.

Londres, 21 Février.

Le Daily Mail publie la dépêche suivante d'Athènes sur le bombardement des Dardanelles :

Douze navires et vingt torpilleurs ont bombardé hier, les forts des Dardanelles. Les forts d'Asie, le El Hamidieh et le Kumkale ont été détruits.

Le fort Heguel a été tiré, sans succès, douze coups.

A 4 heures de l'après-midi, les flottes alliées reprirent le bombardement et détruisirent deux canons turcs de 25 centimètres. Le bombardement cessa à 5 heures et quart.

Les Turcs avouent que 400 obus sont tombés sur les forts

Rome, 21 Février.

Une dépêche officielle de Constantinople reconnaît que la flotte anglo-française bombardait hier, pendant sept heures, les forts extérieurs des Dardanelles en y lançant 400 obus.

Les cuirassés français

Paris, 21 Février.

Le ministère de la Marine nous communique la note suivante :

« Les cuirassés français qui ont participé aux opérations dans les Dardanelles sont le Suffren, le Gatois et le Bouvet. »

Dans les Flandres

Les alliés menacent Lens

Paris, 21 Février.

Le New-York Herald reçoit de Londres : « Enfin, Arras est hors de danger. Les alliés ont réussi à rejeter les Allemands au nord et à l'est de la ville. Leur avance s'accroît surtout au nord, où, à Ecurie on a gagné beaucoup de terrain, et d'où l'on menace maintenant Lens. »

La supériorité de notre artillerie dans la région d'Ypres

Nord de la France, 21 Février.

Il semble qu'une offensive générale allemande commence dans cette région. De nombreux combats viennent d'avoir lieu hier à Ypres et à La Bassée.

L'artillerie des alliés domine de plus en plus celle de l'ennemi. Nos gros canons, dans bien des cas, ont été supérieurs aux canons allemands, tant pour la précision que pour la portée du tir. Une de nos pièces lourdes commença à avoir la réputation acquise par les terribles pièces de 75.

Le correspondant du « Daily Mail » aux in-

formations duquel nous empruntons ce passage, note que l'offensive générale allemande est retardée dans la région d'Ypres par le mauvais saison et les pluies récentes qui sur bien des points, y ont produit de véritables marécages.

La paix serait signée d'ici trois mois

Paris, 21 Février.

La Liberté publie la dépêche suivante, qu'elle reçoit de Londres :

Le correspondant du Daily Express à New-York télégraphie que d'après les renseignements fournis par un personnage officiel allemand haut placé, les représentants de l'Allemagne aux Etats-Unis sont convaincus que la guerre toucherait à sa fin et que la paix sera signée d'ici trois mois.

Le correspondant en conclut que des renseignements détaillés sur la crise économique qui sévit en Allemagne ont dû parvenir au comte Bernstorff, ambassadeur d'Allemagne et que lui et M. Dernsburg, de même que leurs partisans ne croient pas à l'efficacité du blocus sous-marin. Ils doutent également que les menaces adressées au monde puissent apporter un secours quelconque à la crise de l'Allemagne.

Le blocus allemand des côtes anglaises

La réponse de l'Angleterre et de la France

Paris, 21 Février.

On annonce dernièrement que la France et l'Angleterre, ripostant à la tentative allemande du blocus naval, allaient resserrer autour de l'Empire, le cercle de détresse et de famine.

Le Petit Parisien déclare que le cabinet de Londres a rédigé un mémorandum, dans lequel il résume la liste de la contrebande de guerre, et que la France a décidé de s'associer à cette publication.

Un sous-marin anglais fait sauter la barre du port de Zebrügge

Rome, 21 Février.

Le Corriere della Sera annonce qu'un sous-marin anglais a réussi à faire sauter, à l'aide de mines, la barre placée à l'entrée du port de Zebrügge.

Si cette nouvelle est exacte, le port, pendant quelque temps, ne pourra être utilisé par les sous-marins.

Un service de nuit Paris-Londres

Paris, 21 Février.

Les chemins de fer de l'Etat français et la compagnie du London Brighton, viennent de s'entendre pour créer, à partir du 21 février, un service de nuit en vue d'assurer le transport des voyageurs entre Paris et Londres, par Dieppe et Folkestone, départ de Paris-Saint-Lazare à 19 h. 45, arrivée à Londres, vers 8 h. du matin.

Interviews de M. Augagneur

Paris, 21 Février.

Le Petit Parisien a demandé au ministre de la Marine son avis sur la menace allemande de couler les bâtiments qui sillonnent la Manche.

Le ministre de la Marine a déclaré d'abord que l'Allemagne, en menaçant de torpiller tous les bateaux qui passeraient la Manche, violait de façon incontestable toute la législation maritime.

Puis, après avoir démontré qu'il ne s'agit ni de blocus, ni de l'exercice du droit de prise, M. Augagneur a ajouté :

« Ce qui fait l'odieuse de la pratique allemande, c'est le fait de couler un navire corps et biens ennemi, ou même neutre, simplement parce qu'il navigue dans la Manche, quand un bateau est détruit par une torpille, sans même que l'agresseur ait essayé de vérifier sa nationalité, c'est un acte de pur banditisme. »

Pour que l'Allemagne en soit arrivée là, il faut que le blocus que nous exerçons constitue pour elle une menace terrible, et l'ait complètement affolé.

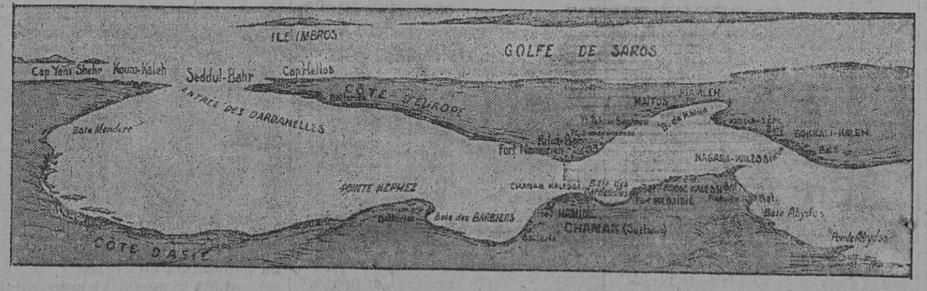
Tout ce que je puis dire, c'est que l'Angleterre, pas plus que la France, ne sont affolées par les menaces et les actes allemands. Tout ce que nous pouvons puiser, comme résolution, dans les procédés de l'Allemagne sur mer, c'est la résolution de resserrer tous les jours davantage le réseau de surveillance qui s'oppose à son ravitaillement.

D'autre part, toutes les mesures sont prises par les hommes ayant l'expérience des choses de la mer, pour annihiler, ou réduire au minimum les conséquences de la guerre sous-marine.

Plus d'un sous-marin ne retournera pas en Allemagne, et nous espérons bien faire payer cher à la flotte du kaiser la perte de quelques vaisseaux marchands.

Le ministre a terminé en faisant cette déclaration, à propos du bombardement des forts des Dardanelles :

La flotte française et la flotte anglaise,



LE DETROIT DES DARDANELLES dont les premiers forts viennent d'être bombardés par la flotte franco-anglaise

